

Déclaration de la CES: L'urgence d'un plan de relance européen

Adoptée lors de la réunion du Comité exécutif des 22-23 octobre 2013

La crise multiforme actuelle a éclaté il y a cinq ans essentiellement dans le secteur financier. Celle-ci a provoqué une crise économique suivie d'une crise de la dette souveraine.

Pour combattre cette crise, les leaders européens ont adopté et mis en place des politiques au travers de mesures d'austérité brutales et d'une dévaluation interne.

Cela a eu pour effet d'exacerber la crise, de détruire les structures économiques opérationnelles, de réduire la consommation, d'augmenter les inégalités et la pauvreté, d'altérer les niveaux de salaire, d'accroître le chômage de manière dramatique et de compromettre la cohésion sociale et le soutien au projet européen.

Ces politiques ont également aggravé les divergences économiques et sociales, au lieu de les éliminer.

De plus, l'évolution démographique, l'épuisement des ressources naturelles, la perspective d'une génération perdue, l'augmentation des prix de l'énergie et l'incertitude persistante dans le secteur bancaire demeurent pour nous des défis considérables au cours de cette seconde décennie du 21^{ème} siècle.

Pour toutes ces raisons, la CES demande au Conseil de changer de cap, et de lancer un plan de relance européen audacieux, avec un objectif d'investissement complémentaire de 2% du PIB européen pendant 10 ans, en faisant appel à des ressources nationales et européennes. L'objectif est de relancer l'économie en vue d'une croissance durable, d'une réindustrialisation de l'Europe et de la création d'emplois décents, en particulier dans les pays les plus touchés par la crise.

C'est là le seul moyen de donner une nouvelle direction au projet européen et de montrer que l'Europe défend le progrès social et n'attaque pas les droits sociaux.

La CES mobilisera ses membres autour de cette demande dans le courant du mois de novembre.